



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 29 août 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel restent tous en zone de contraction

Immobilier : les autorités mobilisent les policy banks pour venir en aide au secteur

Banque et finance [\(ici\)](#)

Finance verte : la banque centrale inclut pour la première fois les filiales de deux banques étrangères dans son principal programme de finance verte

Banque : deux banques rurales du nord-est de la Chine autorisées à faire faillite

Banques : 234 suspects liés au scandale des banques villageoises dans la province du Henan arrêtés

Marchés : accord conclu entre la Chine et les États-Unis pour la coopération en matière d'audit des entreprises chinoises cotées aux États-Unis.

Marché boursier : le marché boursier chinois baisse en raison des résurgences épidémiques dans plusieurs régions

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : le régulateur américain resserre les restrictions sur les exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine et la Russie

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : un rapport du MERICS détaille les mesures de coercition économique auxquelles recourt la Chine, de façon croissante

Climat des affaires : la politique sanitaire chinoise est le premier défi pour les entreprises américaines en Chine en 2022, selon le US-China Business Council

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Cyberespace : le concept d'un cyberespace « civilisé » est réaffirmé lors d'une conférence à Tianjin

Jeux vidéo : NetEase rachète le studio français Quantic Dream

Semi-conducteurs : SMIC annonce un investissement de 7,5 Mds USD destiné à la construction d'une nouvelle usine à Tianjin

Sport : le groupe chinois Anta Sports réalise un chiffre d'affaires supérieur à celui de Nike en Chine au premier semestre 2022

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : Baisse de 8% des émissions de CO2 au deuxième trimestre 2022 par rapport à 2021

Climat : Une entreprise d'état annonce avoir remporté des contrats pour des projets de centrales à charbon au Laos, malgré l'annonce du président Xi

Biodiversité : les financements chinois dédiés à l'aide au développement seraient davantage porteurs de risques pour la biodiversité mondiale

Energie : La Chine revend ses surplus de gaz à l'Europe qui prépare ses stocks pour l'hiver

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Jiangsu : record de production de véhicules à énergie nouvelle

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Ventes de détail : progression de 4,1 % en juillet après deux mois consécutifs de baisse

Immobilier : hausse du volume des transactions au deuxième trimestre 2022

Macao

Economie : le PIB de Macao en baisse de 39,3% au deuxième trimestre 2022

Mesures sanitaires : les visiteurs en provenance de 41 pays autorisés à entrer à Macao depuis le 1^{er} septembre

Taiwan [\(ici\)](#)

Budget de l'Etat : focus sur la défense nationale en 2023

Export : la demande externe adressée à Taiwan a connu une nouvelle baisse en juillet 2022

Salaire minimum : le Ministère du travail annonce une augmentation de 4,6 % du salaire minimum au 1^{er} janvier 2023

Aéronautique : China Airlines annonce l'achat de 16 Boeing 787 pour un montant total de 4,6 Mds USD

Industrie : les « Taishang » de retour à Taiwan affichent des résultats supérieurs à ceux de l'écosystème local

Mongolie [\(ici\)](#)

Infrastructures : Inauguration d'une nouvelle station d'assainissement des eaux à Oulan-Bator

Finances publiques : La Banque asiatique de développement valide un prêt d'urgence au gouvernement mongol de 100 MUSD

Chine continentale

Conjoncture

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel restent tous en zone de contraction

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit s'abaisse](#) à 49,5 en août (contre 50,4 en juillet), entrant en zone de contraction, alors que des résurgences épidémiques et des coupures d'électricité causées par une vague de chaleur record ont pesé sur la production dans les zones concernées. Les sous-indices montrent que la production manufacturière augmente tandis que la demande diminue avec la contraction des nouvelles commandes. De même, le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation chute dans un contexte de détérioration des conditions économiques mondiales (les chiffres précis pour les sous-indices ne sont pas divulgués par Caixin).

[L'indice PMI manufacturier officiel remonte légèrement](#) à 49,4 en août (contre 49,0 en juillet), mais reste encore en zone de contraction. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse du sous-indice des nouvelles commandes (49,2 contre 48,5) tirée par la consommation pour la fête de la lune à la mi-septembre, alors que le sous-indice de la production reste inchangé à 49,8. En outre, il convient de noter que le PMI des grandes entreprises remonte en zone d'expansion à 50,5, celui des moyennes entreprises s'élève également à 48,9, tandis que les petites entreprises sont encore confrontées à la forte pression d'exploitation en enregistrant une poursuite de la baisse à 47,6 en août.

[Le PMI non manufacturier officiel continue de fléchir](#) à 52,6 en août (contre 53,8 en juillet), notamment en raison du sous-indice de l'anticipation des activités (58,4 contre 59,1). Par contre, le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation non manufacturier augmente fortement à 48,9 en août (contre 45,1 en juillet).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Immobilier : les autorités mobilisent les *policy banks* pour venir en aide au secteur

D'après Caixin, le gouvernement central [va orienter](#) 200 Mds RMB (29 Mds EUR) des fonds empruntés par les *policy banks* ([voir les Brèves du 22 août](#)) pour assurer l'achèvement des chantiers mis à l'arrêt. La China Development Bank et l'Agricultural Development Bank of China vont prêter ces fonds aux gouvernements locaux (et à des conditions préférentielles), qui devront ensuite aider de façon ciblée des promoteurs dont les difficultés de liquidité les empêchent d'achever leurs projets de construction déjà vendus.

Cette initiative des autorités s'inscrit dans un contexte où les retards de livraison et les mises à l'arrêt de chantiers ont conduit des centaines de milliers d'acquéreurs, toujours en attente de leur logement, à participer à des campagnes de boycott du remboursement des échéances de leurs prêts hypothécaires.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Finance verte : la banque centrale inclut pour la première fois les filiales de deux banques étrangères dans son principal programme de finance verte

La PBoC a [annoncé](#) vendredi dernier l'élargissement de son principal programme de finance verte, la *Carbon Emission Reduction Facility* (CERF), aux filiales chinoises de Deutsche Bank et Société Générale. Il s'agit de la première fois que ce programme est rendu accessible à des banques étrangères. Jusqu'à présent, seules des banques publiques y étaient éligibles. La PBoC a également précisé qu'elle envisageait d'inclure à l'avenir d'autres institutions financières internationales à ce programme.

Mise en place en novembre 2021, la CERF vise à soutenir les objectifs de neutralité carbone à long terme de la Chine, en offrant des financements indirects à taux préférentiel pour des projets verts. Concrètement, une fois un prêt vert octroyé par une banque éligible à un emprunteur, au taux prêteur de référence (*loan prime rate*, LPR, actuellement à 4,3 % pour un prêt à 5 ans), la banque centrale prête elle-même à la banque concernée jusqu'à 60 % du montant du prêt, au taux d'intérêt annuel de 1,75 %, pour une durée d'un an renouvelable deux fois. Cet outil se concentre sur trois domaines de réduction des émissions de carbone : « l'énergie propre », « la conservation de l'énergie et la protection de l'environnement », et « les technologies de réduction des émissions de carbone ».

[A la fin du mois de juin](#), l'encours total des prêts verts en Chine s'élevait à 19 550 Mds RMB, soit une progression de plus de 20 % sur le premier semestre, et de 40,4 % en glissement annuel. Parmi ces prêts, ceux destinés à des projets ayant un effet direct ou indirect sur la réduction des émissions de carbone représentaient 66,2 % du total, avec respectivement 8 000 Mds RMB et 4 930 Mds RMB.

Banque : deux banques rurales du nord-est de la Chine autorisées à faire faillite

Le 26 août, la CBIRC a accepté le principe d'autoriser deux banques rurales de la province du Liaoning (nord-est de la Chine) - *Liaoyang Rural Commercial Bank* et *Liaoning Taizihe Village Bank*, à engager une procédure de faillite. Il s'agit des premières faillites bancaires en Chine depuis la chute du prêteur régional *Baoshang Bank* (dans la région de Mongolie-intérieure) en 2020.

Liaoyang Rural Commercial Bank a été créée en 2016 en fusionnant trois petites coopératives de crédit rurales et disposait au total de 165,3 Mds RMB (23,8 Mds USD) d'actifs fin 2019. Or, elle a été impliquée dans le détournement de dizaines de milliards de yuans depuis 2019. L'ancien directeur de la banque, Jiang Dongmei, a été accusé d'avoir accepté des pots-de-vin et d'avoir illégalement accordé des prêts de très gros montants. Quatre des principaux actionnaires de *Liaoyang Rural Commercial Bank* figuraient sur une liste des principaux actionnaires en violation des lois et réglementations publiées par la CBIRC en décembre 2021. Le géant de l'aluminium en difficulté de trésoreries *China Zhongwang Holdings Ltd.* détient près de 70 % de *Liaoyang Rural Commercial Bank* par l'intermédiaire de ses filiales et sociétés affiliées et dispose de trois sièges au conseil d'administration de la banque, composé de sept membres. *Zhongwang* a révélé l'année dernière que deux de ses principales unités de production étaient confrontées à de graves difficultés financières. Il est estimé que la banque aurait beaucoup prêté à son principal actionnaire.

En juillet, sous la direction de la CBIRC, la *Shenyang Rural Commercial Bank* a déjà repris les activités, le personnel et les dépôts de *Liaoyang Rural Commercial Bank* et de sa filiale *Taizihe Village Bank*.

Banques : 234 suspects liés au scandale des banques villageoises dans la province du Henan arrêtés

Dans la province du Henan, quatre banques (*Yuzhou Xin Min Sheng Village Bank, Tuo Cheng Huanghuai Village Bank, Shangcai Huimin Village Bank et Kaifeng Xin Dong Fang Village Bank*), ainsi que deux autres dans la province voisine de l'Anhui, font l'objet d'une enquête depuis que des clients se sont plaints à la mi-avril qu'ils ne pouvaient pas effectuer de retraits en ligne. Les premières enquêtes ont révélé qu'un groupe criminel dirigé par l'actionnaire majoritaire de la société privée *Henan Xincailfu Group Investment Holding Co. Ltd.* était soupçonné de profiter des banques villageoises pour effectuer le détournement des dépôts illégaux depuis 2011. Ce groupe aurait pris le contrôle des prêteurs par des moyens illicites, vendu des produits financiers via leur propre plateforme avec des rendements annuels de 13 % à 18 % pour attirer des déposants et créé des sociétés fictives pour dissimuler des informations.

Dans le cadre de l'enquête liée, la police de la province du Henan a arrêté 234 suspects. Les régulateurs financiers du Henan ont annoncé qu'ils lanceraient une dernière série de remboursements aux clients des banques avec des dépôts compris entre 400 000 RMB et 500 000 RMB. Plusieurs responsables bancaires de la province du Henan ont fait également l'objet d'une enquête par l'agence anti-corruption.

Marchés : accord conclu entre la Chine et les Etats-Unis pour la coopération en matière d'audit des entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis.

Le 26 août 2022, la CSRC (*China Securities Regulatory Commission*), le MOF (*Ministère des finances chinois*) et la PCAOB (*Public Company Accounting Oversight Board*) ont signé un accord de coopération en matière d'audit. La PCAOB pourrait se rendre à Hong Kong dès le mois prochain pour effectuer des travaux d'audit sur les sociétés chinoises cotées aux Etats-Unis – il s'agirait d'après le *Financial Times* de Alibaba (audité par PwC) et de Yum China (audité par KPMG).

Le texte publié par la CSRC indique notamment :

- « *Etablir le principe de réciprocité* ». « *Les clauses de l'accord ont même force de loi pour les deux parties. La Chine et les États-Unis peuvent, conformément à leurs obligations légales, mener des inspections ou des enquêtes sur les entreprises concernées relevant de la juridiction de l'autre partie, qui est censée de faire tout son possible pour apporter l'assistance adéquate dans la mesure permise par la loi.* »
- « *Clarifier la portée de la coopération* ». « *L'assistance portée à l'autre partie pour effectuer des inspections ou des enquêtes auprès des entreprises concernées fait partie du champ d'application de l'accord. L'étendue de l'assistance fournie par la partie chinoise implique également certaines entreprises de Hong Kong qui fournissent des services d'audit aux entreprises chinoises cotées à l'étranger et dont les documents d'audit de trouvent en Chine continentale.* »
- « *Clarifier le mode de coopération* ». « *Les deux parties se communiqueront et coordonneront à l'avance pour les plans d'inspection ou d'enquête. L'obtention de documents par la partie américaine devra passer par l'intermédiaire des autorités de régulation chinoises. Les enquêtes ou entretiens menés par la partie américaine avec des experts comptables nécessitent une participation ou de l'assistance de la partie chinoise.* »

La CSRC a souligné dans un communiqué de presse que les documents ne peuvent pas contenir d'informations sensibles telles que les secrets d'Etat, la vie privée ou les données d'autres entreprises. Les documents, y compris les manuscrits d'audit, que la partie américaine doit examiner seront récupérés et fournis avec l'assistance des

régulateurs chinois. Des procédures de traitement particulières ont été mis en place pour le traitement et l'utilisation des informations sensibles concernées telles que des données personnelles.

Pour de nombreux analystes, la possibilité pour l'accord d'être appliqué de façon satisfaisante pour les deux parties demeure sujette à caution.

Pour rappel, la SEC (Securities and Exchange Commission) a placé cinq sociétés chinoises cotées sur les bourses américaines sur la « liste de radiation temporaire » suite à la mise en application le 8 mars 2021 du HFCAA (the Holding Foreign Companies Accountable Act). Celui-ci exige des sociétés cotées à soumettre les documents nécessaires aux régulateurs américains en cas d'audit. En parallèle, la « loi sur la sécurité des données de la RPC » mise en application le 1 septembre 2021 par les autorités chinoises renforce le contrôle sur la sécurité et la sortie des données. Le conflit entre les deux systèmes de régulation a exposé les sociétés chinoises cotées aux États-Unis à un énorme risque de radiation collective.

Selon la CSRC, à l'heure actuelle, plus de 30 cabinets d'expertise comptable immatriculés en Chine sont enregistrés auprès de la PCAOB leur permettant de fournir des services d'audit à plus de 200 sociétés chinoises cotées aux États-Unis.

Marché boursier : le marché boursier chinois baisse en raison des résurgences épidémiques dans plusieurs régions

L'indice CSI 300 (actions cotées à Shanghai et à Shenzhen) a chuté de 2 % cette semaine, principalement en raison des résurgences épidémiques dans plusieurs régions.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 29 août et le 2 septembre	-2,0%	-1,6%	-3,0%	2,7%	-1,5%
Depuis le 1er janvier 2022	-18,5%	-12,5%	-21,2%	-18,4%	-26,3%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : le régulateur américain resserre les restrictions sur les exportations de semi-conducteurs avancés vers la Chine et la Russie

Le 26 août, la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a [annoncé](#) que l'exportation vers la Chine (dont Hong Kong) et la Russie de puces de modèle A100 et H100 du producteur américain Nvidia Corp serait conditionnée, à partir du jour même, à l'obtention préalable d'une licence. L'annonce de la SEC précise que ces restrictions frappent également tous les circuits intégrés produits par Nvidia à l'avenir atteignant des performances égales ou supérieures à celles des puces A100. Le principal concurrent américain de Nvidia, AMD, [ferait](#) également l'objet de restrictions similaires pour l'exportations de ses puces MI250 vers la Chine. Selon le [New York Times](#), d'autres entreprises américaines auraient reçu des instructions similaires.

L'entreprise aurait été informée par les autorités américaines que cette décision visait à empêcher que ces composants soient détournés à des fins militaires ou revendus à un « utilisateur final militaire » en Chine et en Russie. Les circuits intégrés de pointe sont d'une importance cruciale pour la fabrication de supercalculateurs et le développement d'applications d'intelligence artificielle les plus avancées, notamment militaires. Les technologies liées sont sujettes à un nombre croissant de restrictions par les autorités américaines ([voir les brèves du SER de Pékin du 15 août 2022](#)).

Nvidia Corp aurait prévu d'exporter des puces visées par ces nouvelles sanctions pour une valeur de près de 400 MUSD au T3 2022, et a d'ores et déjà annoncé qu'elle ferait une demande d'exemptions au département du Commerce. Une interdiction totale des exportations vers la Chine de semi-conducteurs avancés américains favoriserait vraisemblablement les entreprises de design (*fables*) chinoises, d'autant plus que l'entreprise chinoise Biren a annoncé lancer la fabrication de processeurs graphiques (GPU) du même niveau que le modèle A100 de Nvidia. A noter toutefois que ces entreprises s'appuient sur les services de fondeurs situés en-dehors de Chine continentale, notamment à Taiwan où est implanté TSMC.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a réagi à ces annonces jeudi en accusant les États-Unis de tenter d'imposer un "blocus technologique" à la Chine, tandis que le ministère du Commerce a déclaré que de telles actions compromettraient la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Climat des affaires : un rapport du MERICS détaille les mesures de coercition économique auxquelles recourt la Chine, de façon croissante

Malgré le caractère souvent informel de mesures coercitives et la crainte de représailles conduisant souvent les entreprises à taire les pressions auxquelles elles sont sujettes, un [rapport](#) de l'Institut allemand MERICS publié le 25 août et recensant 123 cas de coercition par la Chine à l'égard d'entreprises étrangères entre février 2010 et mars 2022 permet de tirer certains enseignements sur cette pratique.

Si la majorité (75 %) des cas de coercition recensés touchent aux lignes rouges traditionnelles de la Chine que sont sa souveraineté nationale (Xinjiang, Tibet, Hong-Kong, Taïwan ; dont les questions de droits de l'homme dans ces régions), les disputes territoriales (revendications en mers de Chine orientale et méridionale), et la sécurité nationale (présence militaire américaine en Asie), celles-ci s'étendent depuis 2018 à de nouveaux champs : image à l'international (enquête sur l'origine du COVID-19) ; traitement des entreprises chinoises à l'étranger (Huawei) ; politiques « antichinoises » à l'étranger.

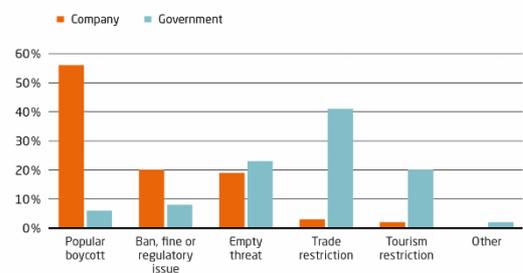
Les moyens déployés par la Chine lorsque des entreprises franchissent une ligne rouge sont multiples : boycotts (56 % des cas), discriminations administratives (20 %), menaces en l'air (21 %), restrictions des échanges commerciaux (41 %) et humains/touristiques (20 %). A cette fin, la Chine a mis en place plusieurs instruments de politique commerciale défensive au cours des dernières années : liste des entités non fiables, loi contre les sanctions étrangères, loi sur le contrôle des exportations.

Le rapport soutient qu'une forte intégration économique avec la Chine ne se traduit pas systématiquement par une vulnérabilité accrue aux pressions économiques chinoises, mais que l'étendue de celle-ci en premier lieu déterminée par l'utilité technologique et économique (investissements, emplois, impôts) que représentent les entreprises étrangères pour la Chine. Les secteurs et entreprises ne contribuant pas objectifs stratégiques de développement économique et technologique des autorités chinoises sont ainsi le plus fréquemment visés. L'existence de concurrents et substituts chinois présente un risque supplémentaire de coercition. Ainsi les biens et services de consommation (dont l'hospitalité et le divertissement) sont en majorité ciblés par des mesures de coercition chinoises, tandis que les producteurs de biens industriels ou manufacturés (véhicules, machines, composants électriques) sont moins susceptibles de l'être (10 % des cas) et peuvent ainsi se permettre de dévier de la ligne des autorités chinoises sans subir de répercussion.

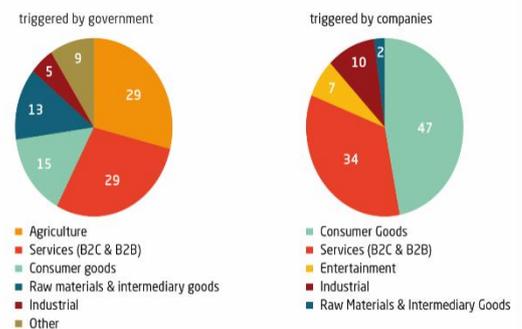
Les importants progrès réalisés par la Chine dans le rattrapage industriel et technologique pourraient à terme faire diminuer l'intérêt que représentent les entreprises étrangères dans ces secteurs ; celles-ci doivent donc, selon les auteurs, poursuivre leurs efforts de diversification tout en accroissant leur importance sur le marché chinois en tant qu'employeurs et contribuables. Dans le contexte de détérioration des relations politiques entre l'UE et la Chine, les entreprises européennes devraient développer une meilleure connaissance de leur pertinence stratégique afin de mieux évaluer leurs opportunités sur le marché chinois.

Beijing increasingly uses economic pressure to pursue its political goals

Popular boycotts and trade restrictions stand out as main forms of economic coercion
Share of measures used by China to target foreign companies and governments



Beijing's most common targets are the consumer good, agricultural and service sectors
Percentage share of sectors affected in cases ...



Climat des affaires : la politique sanitaire chinoise est le premier défi pour les entreprises américaines en Chine en 2022, selon le US-China Business Council

Le 31 août, le *US-China Business Council* (USCBC) a publié les [résultats de son sondage annuel](#). Le sondage mené en juin 2022, suite à une période de confinements partiels ou généraux dans au moins 45 villes (représentant 40 % du PIB chinois) au printemps, a recueilli les réponses de 117 entreprises membres en Chine.

Les principaux défis soulevés par les répondants sont les mesures de confinement (96 % des répondants déclarent avoir subi des effets négatifs du fait de celles-ci), suivi par les tensions sino-américaines (87 %), et les restrictions sur les voyages d'affaires (pas de pourcentage indiqué dans le rapport).

Les trois principales conséquences relevées du fait de la politiques zéro Covid sont : le risque politique accru lié à la conduite des affaires en Chine, dont un manque ressenti de pragmatisme économique (73 %), les effets psychologiques des confinements sur les salariés (67 %), ainsi que la baisse de confiance des sièges sociaux envers le marché chinois (65 %).

Plus de la moitié (55 %) des répondants ont suspendu, retardé ou annulé leurs projets d'investissement en Chine en raison de la politique zéro Covid ; pour 17 % des entreprises, ces mesures ont eu un impact sur des plans d'investissements de plus de 50 MUSD. Par ailleurs, 45 % de répondants seulement s'attendent à une augmentation de leurs revenus cette année, en baisse de 25 points par rapport à l'année dernière.

Les autres défis auxquels sont confrontés les membres sont, par ordre d'importance décroissant : 4. Les règles sur les données et la cybersécurité ; 5. La hausse des coûts opérationnels ; 6. Le découplage technologique entre les Etats-Unis et la Chine ; 7. La concurrence avec les sociétés chinoises ; 8. La politique industrielle chinoise ; 9. Les restrictions sur l'accès aux marchés publics chinois ; et 10. Le manque de protection de la propriété intellectuelle.

89 % des entreprises restent rentables, soit le plus faible pourcentage en sept ans. Les sociétés déplorent les conséquences de la politique sanitaire (32 %) comme étant le principal obstacle à l'augmentation de leur rentabilité, suivi par la concurrence avec les entreprises chinoises (22 %), et les règlementations du gouvernement chinois (18 %).

La part d'entreprises optimistes vis-à-vis du marché chinois à l'horizon de 5 ans atteint son plus bas niveau historique (51 %), en chute de 18 points par rapport à l'an dernier ; 21 % de répondants se disent pessimistes, soit plus du double par rapport à l'an dernier.

Au cours des 12 derniers mois, près d'un quart des répondants ont déplacé une partie de leur chaîne d'approvisionnement hors de la Chine – une hausse significative par rapport à l'année dernière (14 % en 2021), se tournant vers des pays autres que les Etats-Unis pour la majorité d'entre eux. Les principaux motifs invoqués sont les confinements (68 %), le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement (64 %), ainsi que l'augmentation des coûts en Chine et autres incertitudes résultant des tensions sino-américaines (52 %).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Cyberespace : le concept d'un cyberespace « civilisé » est réaffirmé lors d'une conférence à Tianjin

Les 28 et 29 août, une [conférence](#) sur la « civilisation chinoise du cyberespace » a été l'occasion de mettre en avant la politique de régulation d'internet et de réaffirmer la volonté de « purifier l'écosystème du cyberespace comme on purifie l'air ». Une attention particulière a été portée à « l'instruction de la jeunesse » : le ministre de l'Éducation a appelé à s'assurer que les contenus en ligne utilisés par les enseignants et les étudiants soient en accord avec les théories et valeurs du Parti.

Il s'agit de la seconde édition d'un événement lancé en 2021 ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 22 novembre 2021](#)).

Apparu en septembre 2021, le concept de « civilisation du cyberespace » suppose de tendre vers un internet « purifié » de contenus « malsains ». Ces derniers ne sont pas clairement définis mais renvoient aux informations aussi bien illégales que « mauvaises », allant à l'encontre des « bonnes mœurs ». Ainsi, des produits jugés immoraux sont interdits à la vente en ligne, de même que les jeux vidéo inculquant des « mauvaises valeurs ». Au contraire, la propagande doit être mise en avant (histoire du Parti, culture chinoise traditionnelle, modèles de personnes morales...).

Jeux vidéo : NetEase rachète le studio français Quantic Dream

Le groupe chinois NetEase a annoncé, le 31 août, le [rachat](#) du studio indépendant français Quantic Dream par sa division dédiée aux jeux vidéo, NetEase Games. L'opération est [valorisée](#) à quelques centaines de millions d'euros et marque une étape importante dans le développement de NetEase en Europe. NetEase, deuxième géant chinois des jeux vidéo (17,5 % des parts de marché chinois) était actionnaire minoritaire de Quantic Dream depuis 2019.

Alors que le climat dans le secteur des jeux vidéo apparaît de plus en plus restrictif ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 février 2022](#)), les entreprises chinoises du secteur ont tendance à se tourner vers les marchés étrangers. Ainsi, NetEase affiche l'objectif de générer plus de 50 % de son chiffre d'affaires de jeux vidéo à l'étranger. Parmi les autres opérations récentes : (i) Tencent a investi dans [au moins sept studios](#) en 2021 ; (ii) le développeur français Eden Games [a été racheté](#) par le groupe hongkongais Animoca Brands en avril 2022.

Semi-conducteurs : SMIC annonce un investissement de 7,5 Mds USD destiné à la construction d'une nouvelle usine à Tianjin

Semiconductor Manufacturing International Corp. (SMIC) a annoncé, le 26 août, un [investissement](#) de 7,5 Mds USD destiné à la construction d'une nouvelle usine à Tianjin. La capacité de production mensuelle serait de 100 000 *wafers* de 12 pouces, avec une spécialisation sur les procédés de 28 nm ou plus. Le principal fondeur chinois n'a toutefois pas précisé la date de mise en opération de la nouvelle ligne de production.

La Chine, dont l'industrie représentait 35% de la demande mondiale de semi-conducteurs en 2019, a identifié la réduction de sa dépendance aux importations de semi-conducteurs (378 Mds USD en 2020) comme une priorité industrielle de longue date. Cette ambition est renforcée face aux restrictions américaines mises en place dans le

cadre du CHIPS Act ([voir brèves du SER de Pékin de la semaine du 15 août 2022](#)). Pour mémoire, SMIC [prévoit](#) de doubler le niveau de sa production entre 2021 et 2025.

Sport : le groupe chinois Anta Sports réalise un chiffre d'affaires supérieur à celui de Nike en Chine au premier semestre 2022

Le groupe chinois Anta Sports a publié, le 23 août, ses [résultats](#) du premier semestre 2022. Il affiche un chiffre d'affaires en forte croissance (+13,8 %), pour un montant total de 25,97 Mds RMB (3,79 Mds USD). Anta Sports devance ainsi Nike (3,7 Mds USD) en Chine et s'affirme comme la première marque de sport sur le marché domestique. Le refus de Nike d'engager Anta Sports comme sous-traitant avait motivé l'entreprise à s'engager dans le secteur du vêtement de sport par ses propres moyens en 1991. Pour mémoire, Anta Sports avait détrôné Adidas sur le marché chinois en 2021. La [démission](#) du PDG d'Adidas, annoncée en août 2022, ne serait pas sans lien avec les performances déclinantes de l'entreprise allemande en Chine.

La progression d'Anta Sports s'explique par plusieurs facteurs : (i) augmentation de la demande de vêtements de sport, malgré les restrictions liées au Covid-19 ; (ii) campagne de boycott de Nike et d'Adidas en avril 2021, après que les deux entreprises ont refusé d'utiliser du coton en provenance du Xinjiang ; (iii) phénomène de « marée nationale » (国潮 *guócháo*) qui met en avant la culture chinoise et le soutien aux entreprises domestiques ; (iv) vague de « préférence nationale » encouragée par les autorités depuis les Jeux Olympiques de Pékin organisés en février 2022.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : Baisse de 8 % des émissions de CO2 au deuxième trimestre 2022 par rapport à 2021

Selon une [analyse](#) du think tank britannique Carbon Brief, les émissions de CO2 chinoises ont connu une baisse de 8% au second trimestre 2022 en glissement annuel, le quatrième trimestre consécutif de baisse. Cette diminution est la plus importante depuis plus de 10 ans, excédant le premier trimestre 2020 pendant lequel ont eu lieu les premiers confinements en Chine. Elle s'explique principalement par les restrictions sanitaires mises en place par le gouvernement chinois et les difficultés que rencontre le secteur immobilier chinois, ce qui a engendré un affaiblissement de la consommation de pétrole, une baisse d'activité du secteur de la construction, ainsi que des émissions moindres dans le secteur électrique.

La baisse de la consommation de pétrole a engendré une diminution de 28.3 Mt de CO2, provenant notamment des restrictions sanitaires limitant les déplacements. Pour rappel, la ville de Shanghai était en confinement strict lors du second trimestre. La décade de production des matériaux de construction est le deuxième contributeur, elle est particulièrement marquée dans le secteur du ciment qui a enregistré une réduction de 18 % de sa production (moins 14.6 Mt de CO2). Le secteur électrique vient en troisième position, en raison d'un affaiblissement de la demande en électricité, conjugué à un déploiement important des énergies renouvelables.

Pour rappel, le président Xi a annoncé en 2020 que la Chine atteindrait son pic d'émissions de CO2 avant 2030, objectif souvent jugé comme peu ambitieux par rapport aux capacités du pays.

Climat : une entreprise d'état annonce avoir remporté des contrats pour des projets de centrales à charbon au Laos, malgré l'annonce du président Xi

La CEEC (China Energy Engineering Corporation) a [annoncé](#) avoir remporté deux contrats au Laos pour des « projets à énergie propre », qui sont en réalité des centrales à charbon, de 2X330 MW à Nam Pan et de 350MW à Houaphanh. Le projet à Houaphanh est défini comme « charbon + hydraulique », le charbon venant donc en soutien de l'hydroélectricité. Les contrats concernent des services d'exploration et de conception pour ces deux projets qui sont à des stades initiaux.

Cette annonce faite par une entreprise d'état vient à l'encontre de l'annonce du président Xi lors de la dernière Assemblée Générale des Nations Unies, affirmant la fin de la construction des centrales à charbon à l'étranger. Cette annonce avait, par ailleurs, fait l'objet de clarification dans un avis de haut-niveau ([voir brèves du SER de Pékin du 28 mars 2022](#)).

Biodiversité : les financements chinois dédiés à l'aide au développement seraient davantage porteurs de risques pour la biodiversité mondiale

[Un article](#) publié mi-août par le Center on China's Economy and Institutions de l'Université de Stanford, reprenant une [étude de 2021](#) dans *Nature Ecology & Evolution*, examine l'impact environnemental des financements de la Chine pour l'aide au développement. L'étude montre que :

- (i) La Chine est devenue l'un des principaux bailleurs mondiaux pour l'aide au développement, conséquemment au lancement de sa Belt and Road Initiative en 2013, avec des prêts équivalents à ceux de la Banque Mondiale. La Chine prête ainsi en moyenne 85 Mds USD par an, selon le [Centre](#)

[de recherches Aiddata](#), tandis que les prêts de la Banque Mondiale ont atteint les 77 Mds USD en 2020.

- (ii) 63 % des 593 prêts émis par les deux banques de développement principales chinoises (China Development Bank et Export-Import Bank of China) de 2008 à 2019 affectent des zones critiques pour la biodiversité (50 %), des zones protégées (30 %), et des terres autochtones (24 %). Certains pays sont particulièrement touchés : en Ethiopie, au Laos et en Argentine, 70 % des projets financés par les prêts de la Chine (routes, voies ferrées, usines énergétiques) empiètent sur des territoires autochtones.
- (iii) Les prêts émis par la Banque Mondiale, bien qu'affectant considérablement la biodiversité, poseraient moins de risques que les prêts chinois.

Il est à noter que la Chine a publié des orientations début 2022 afin de limiter l'impact environnemental des projets de développement qu'elle finance : un [plan de coopération environnementale et écologique de la route de la soie](#), et un [avis](#) pour promouvoir des routes de la soie vertes dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports et de la finance, et en particulier concernant les projets de centrales à charbon. Ces directives encouragent les entreprises à adopter des normes internationales reconnues ou des normes chinoises plus strictes, si le pays d'accueil ne dispose pas de lois ou réglementations pertinentes en matière de protection environnementale ou si les réglementations applicables ne sont pas assez strictes (voir brèves du SER de Pékin du [10 janvier](#) et du [28 mars](#) 2022).

Energie – La Chine revend ses surplus de gaz à l'Europe qui prépare ses stocks pour l'hiver

La Chine, plus gros acheteur de gaz naturel liquéfié dans le monde (plus de 13 % des importations mondiales en 2021), revend ses surplus de gaz aux Etats membres de l'Union Européenne, qui doivent assurer un remplissage de leurs installations de stockage souterrain à [80% d'ici le 1^{er} novembre 2022 \(et 90% en 2023\)](#).

En effet, les besoins de la Chine en gaz ont diminué en 2022 en raison du ralentissement de l'activité industrielle lié aux confinements, de la hausse du prix des importations de gaz (prix du gaz naturel liquéfié presque multiplié par deux au premier semestre), de la décision du gouvernement de se concentrer sur la production de charbon, vue comme le pilier de la sécurité énergétique en Chine, et des températures hivernales plus clémentes que la normale (voir le [Bulletin de statistiques économiques du T2 2022 du SER de Pékin](#)). Par ailleurs, la Chine augmente sa production de gaz domestique (augmentation de 3 % au T2 2022).

A contrario en Europe, la demande en gaz est en forte augmentation, pour compenser la chute des flux en provenance de la Russie, conséquence des sanctions liées à la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine. Le volume de gaz entre la Russie et l'Europe a été divisé par 5 en un an selon [Bloomberg](#). L'Europe a ainsi réduit de moitié sa dépendance au gaz russe et a rempli ses stocks à 77 %, ce qui devrait lui permettre d'atteindre son objectif de 80 % d'ici novembre. Les importations en provenance de Chine (de JOVO, négociant en gaz naturel liquéfié et Sinopec, plus gros raffineur de pétrole chinois) sont donc opportunes dans un contexte d'inflation des prix de l'électricité en Europe (multipliés par 10 en un an selon [Bloomberg](#)). La quantité totale de gaz naturel liquéfié chinois qui a été revendue est probablement supérieure à 4 millions de tonnes, soit l'équivalent de 7 % des importations de gaz de l'Europe au cours du semestre clos fin juin.

Cependant, il faut noter que cet achat de gaz à la Chine est plus coûteux que le gaz russe, qu'il n'est pas pérenne puisque la Chine risque de ne pas avoir de surplus en cas de reprise de l'économie. Enfin, le risque existe que l'achat de gaz à la Chine abaisse l'effectivité des sanctions à l'encontre de la Russie, puisque la Chine a augmenté

ses importations de gaz naturel liquéfié en provenance de la Russie au T2 2022 ([+54 % en mai 2022, +62 % en juin 2022](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Jiangsu : record de production de véhicules à énergie nouvelle

La province du Jiangsu a atteint un niveau record de production de véhicules à énergie nouvelle (catégorie qui inclut les véhicules électriques et les véhicules hybrides) au cours des sept premiers mois de 2022. Selon les statistiques, de janvier à juillet le Jiangsu a enregistré une production de 797 000 véhicules (thermiques et à énergie nouvelle), soit une augmentation de 26,1 % en glissement annuel. La croissance de l'activité dans le domaine des véhicules électriques et hybrides est extrêmement rapide : sur 7 mois, la province a en effet enregistré une production de 289 000 véhicules à énergie nouvelle, soit une progression de 180 % par rapport à la même période en 2021.

Le Jiangsu abrite des usines d'entreprises leaders dans le domaine des véhicules à énergie nouvelle (Li One, BYD, Great Wall, SAIC), ainsi que 2 568 entreprises positionnées dans la chaîne de valeur de l'industrie automobile. Cet écosystème industriel fait de la province la plus grande base de fabrication de pièces automobiles en Chine et un leader en matière de développement des pièces maitresses de véhicules électriques (batteries, moteurs, systèmes de contrôle électronique).

Pour un véhicule à énergie nouvelle, les batteries d'alimentation représentent environ deux cinquièmes de sa valeur. Le Jiangsu est le premier producteur, vendeur et installateur de batteries en Chine. Les 163 entreprises clés de la province dans la chaîne industrielle des batteries d'alimentation et de stockage d'énergie ont déclaré une valeur de production totale de 120 Mds RMB au premier semestre 2022, soit une augmentation de 84,6 % en glissement annuel, représentant 38,8 % du total chinois. A noter que la production et les ventes totales de batteries de stockage d'énergie et de puissance à Changzhou et Nankin représentent près de 80 % du total du Jiangsu et 30 % du total national.

Source : [OurJiangsu](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Ventes de détail : progression de 4,1 % en juillet après deux mois consécutifs de baisse

Les ventes de détail ont progressé de 4,1 % en glissement annuel au mois de juillet, une hausse largement supérieure au consensus Bloomberg (+1,4 %), après une contraction de 1,6 % en mai puis de 1,3 % en juin. Sur les 7 premiers mois de l'année, le recul des ventes de détail atteint 1,7 % en g.a.

Le rebond des ventes de détail enregistré en juillet aurait été favorisé par l'amélioration des conditions du marché du travail selon un porte-parole du gouvernement (-0,4 points en glissement trimestriel pour le taux de chômage hongkongais au cours de la période mai - juillet 2022, à 4,3 %).

Parmi les postes ayant le plus bénéficié de cette reprise des ventes figurent l'horlogerie et la bijouterie (+28,3 % en g.a), l'optique (+9,6 %), et les « biens de consommation divers » (+7,7 %).

Immobilier : hausse du volume des transactions au deuxième trimestre 2022

Les ventes de biens immobiliers ont enregistré une forte hausse en volume au cours du T2-2022, avec un total de 14 925 transactions selon le *Rating and Valuation Department* (RVD) hongkongais (montant total des transactions : 128,3 Mds HKD soit 17,6 Mds USD), contre 10 056 transactions au 1^{er} trimestre 2022 (99,8 Mds HKD soit 12,6 Mds USD). Malgré cette hausse importante en glissement trimestriel, le volume des transactions demeure très inférieur à son niveau du T2-2021 (22 000 transactions pour 29,2 Mds USD).

Les prix de l'immobilier résidentiel tels que mesurés par l'indice des prix du RVD ont dans le même temps reculé de 0,4 % en glissement trimestriel. Les loyers se sont quant à eux contractés de 1,5 % selon l'indice locatif du RVD.

Macao

Economie : le PIB de Macao en baisse de 39,3 % au deuxième trimestre 2022

Les dernières statistiques du bureau des statistiques et du recensement macanais font état d'une baisse du PIB de 39,3 % (g.a) au deuxième trimestre 2022 (-29,7 % en glissement trimestriel). Ce ralentissement de l'activité fait suite à l'épisode de reprise épidémique survenu en Chine au cours de la période, avec des arrivées de visiteurs en baisse de 27,5 % et des exportations de services en baisse de 48,6 % en g.a (dont -69,6 % pour les exportations de services de jeux et -41,4 % pour les services touristiques). La consommation privée se contracte de son côté de 6,6 % en g.a. et les dépenses des administrations publiques de 6,5%. L'investissement (FBCF) recule quant à lui de 29,4 % au cours de la période.

Mesures sanitaires : les visiteurs en provenance de 41 pays autorisés à entrer à Macao depuis le 1^{er} septembre

Depuis le 1^{er} septembre, les visiteurs de 41 pays sont à nouveau autorisés à entrer à Macao. Parmi les pays concernés figurent notamment les États membres de l'Union Européenne, l'Australie, les États-Unis, le Japon et la Corée. Ils seront soumis à une quarantaine de 7 jours en hôtel puis à 3 jours de surveillance médicale à leur arrivée. Pour mémoire, les visiteurs étrangers étaient interdits d'entrée depuis le 17 mars 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Budget de l'Etat : focus sur la défense nationale en 2023

Le cabinet du Premier Ministre (Yuan Exécutif) a annoncé fin août ses [prévisions budgétaires pour 2023](#), qui doivent encore être validées par le parlement : en hausse de 20,8 %, le budget atteint 2 719 Mds TWD (près de 88 Mds EUR). Avec les recettes estimées à 2 556 (+12,8 % par rapport à l'année précédente), le déficit courant pourrait s'établir à 162 Mds TWD (environ 5 Mds EUR). En y ajoutant le service de la dette (111 Mds TWD), il atteint 273 Mds TWD (8,8 Mds EUR). Les programmes d'aides sociales représentent 26,3 % de l'enveloppe, soit un peu plus de 715 Mds TWD (23 Mds EUR), suivis par les dépenses dédiées à l'éducation, la culture et aux sciences (496 Mds TWD, 18 %), le développement économique (483 Mds TWD, 17,8 %). Le budget affecté à la défense progresse de 13,9 %, atteignant 586 Mds TWD (près de 19 Mds EUR), dont 108 Mds TWD de budget spécial dédié aux projets d'investissements dans les personnels et équipements militaires. Ce budget représente, selon l'organisme officiel des statistiques (DGBAS), 2,4 % du PIB de Taiwan, contre environ 2 % au cours des cinq dernières années précédentes.

Export : la demande externe adressée à Taïwan a connu une nouvelle baisse en juillet 2022

D'après les dernières statistiques du ministère des affaires économiques (MOEA), [les commandes export, suite à la hausse consécutive en mai \(+6 %\) et en juin \(+9,5 %\) derniers, ont enregistré une nouvelle baisse de -1,9 %, en glissement annuel, atteignant 54,2 Mds USD \(dont 49,4 % sont produites à l'étranger\) en juillet 2022](#). Pour mémoire, les commandes export ont déjà connu une baisse de -5,5 % en avril dernier, soit la première depuis plus de deux ans. En dehors des produits électroniques (17,7 Mds USD, +8,8 % par rapport à juillet 2021), seul secteur en progression, les produits informatiques et télécommunication diminuent de -0,8 % à 14,9 Mds USD, tout comme les produits métallurgiques (2,5 Mds USD, -24,8 %), les produits chimiques (2 Mds USD, -2,6 %), les plastiques (1,9 Mds USD, -26,3 %), les machines-outils (1,9 Mds USD, -15,8 %) et les produits optiques (1,7 Mds USD, -37,4 %). Ces commandes proviennent principalement des Etats-Unis (32,3 % du total; +6,9 % en g.a.), de Chine et Hongkong (20,5 %; -22,6 %), d'Europe (17,8 %; -5,1 %), d'ASEAN (12,1 %; +22,9 %) et du Japon (5,6 %; +0,1 %). Au cours des sept premiers mois de l'année 2022, les commandes export ont atteint 393,5 Mds USD, soit une progression de 7,8 % par rapport à la même période en 2021. Selon une [étude publiée fin juillet par le MOEA](#), la part des commandes export produites en Chine et Hong Kong a diminué avec les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, passant de 46,9 % en 2018 à 42,4 % en 2021; par ailleurs, on observe que la part des commandes export produites dans les pays de l'ASEAN augmente de 1,6 point de pourcentage à 3,2 % en 2021.

Salaire minimum : le Ministère du travail annonce une augmentation de 4,6 % du salaire minimum au 1er janvier 2023

Le ministère du travail (MOL) vient d'annoncer [une augmentation du salaire minimum de 4,6 % à partir de début 2023](#), soit une augmentation de 1 150 TWD (37 EUR) pour le salaire mensuel qui atteindra désormais 26 400 TWD (854 EUR), et de 8 TWD pour le salaire horaire (0,25 EUR) à 176 TWD. Cette annonce se situe en dessous des

prévisions annoncées par la presse, qui tablait sur une augmentation à 11 %. Du côté du patronat, les entreprises ne comptaient d'ailleurs que sur 3 % en raison de la hausse des coûts d'opération issue des tensions inflationnistes. Le MOL rappelle que le salaire mensuel et horaire auront gagné respectivement +31,9 % et 46,7 % depuis l'arrivée au pouvoir de la Présidente TSAI Ing-Wen (qui, pour mémoire, s'était engagée sur un salaire minimum de 30 000 TWD avant fin de son mandat).

Aéronautique : China Airlines annonce l'achat de 16 Boeing 787 pour un montant total de 4,6 Mds USD

La compagnie taiwanaise [China Airlines a annoncé](#) avoir opté, lors de la tenue d'un conseil d'administration extraordinaire le 30 août dernier, pour l'acquisition de 16 appareils Boeing 787-9, équipés de moteurs General Electric (GEnx), et dont les livraisons sont planifiées à partir de 2025. Pour mémoire, CAL est une société cotée, détenue à environ 40 % par des fonds publics. [La presse n'a pas manqué de souligner](#) le fort lobby américain déployé pour soutenir ce contrat, notamment depuis avril dernier, avec la visite du sénateur américain Lindsey Graham.

Industrie : les « Taishang » de retour à Taiwan affichent des résultats supérieurs à ceux de l'écosystème local

Selon le [Ministère de l'économie](#), les entreprises taiwanaises installées à l'étranger et ayant réalisé de nouveaux investissements à Taiwan entre 2019 et 2021, dans le cadre de trois programmes d'incitation gouvernementale, ont affiché une croissance supérieure à celle du secteur manufacturier local. Cet accompagnement du gouvernement va être en conséquence reconduit jusqu'en 2024. Entre 2019 et 2021, les investissements réalisés dans ce cadre sont évalués en moyenne à 4 Mds TWD/entreprise (soit près de 130 MEUR), la plupart étant destinés à l'achat d'équipements productifs. Les entreprises (composées essentiellement des fabricants de composants électroniques, de produits informatiques et opto-électroniques) affichent une croissance moyenne de 8,1 % de la valeur de leur production, contre 4,6 % pour l'ensemble des entreprises du secteur. Ces entreprises ont bénéficié, dans le cadre de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, d'un report de commandes à plus forte valeur ajoutée de la part de donneurs d'ordre américains.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Inauguration d'une nouvelle station d'assainissement des eaux à Oulan-Bator.

Le président mongol Ukhnaagiin Khurelsukh a inauguré le site de la nouvelle station d'assainissement des eaux à Oulan-Bator, qui devrait fournir annuellement jusqu'à 50 M de mètres cube d'eau recyclée. Cette station, financée par la Millennium Challenge Corporation (MCC) à hauteur de 93 MUSD, sera construite par le groupe mongole MCS en partenariat avec les entreprises Véolia et Egis. Elle devrait permettre de recycler l'eau des deux principales centrales à charbon d'Oulan-Bator, soit 25 % de la consommation totale de la ville. Plus globalement, cette station s'inscrit dans le projet 'Mongolia Compact', visant à augmenter de 80 % la production d'eau de la capitale dans les cinq années à venir.

La Banque asiatique de développement valide un prêt d'urgence au gouvernement mongol de 100 MUSD.

Un prêt de 100 MUSD a été accordé par la Banque asiatique de développement (BAD) au gouvernement mongol dans le but de soutenir les politiques d'aides contre-cycliques (CDEP) du gouvernement, visant à limiter les impacts des chocs extérieurs sur l'économie locale. Le CDEP (budgété à USD 860 million, soit 6,2 % du PIB) vise notamment à soutenir les populations les plus vulnérables (femmes et enfants), réduire la pression inflationniste et à garantir la stabilité macroéconomique. La BAD a par ailleurs contribué activement à la préparation du CDEP auprès du gouvernement mongol, pour cibler les priorités à adresser et les outils à employer.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet

Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr